

Investissement des entreprises

L'investissement des entreprises non financières (ENF) a marqué le pas au quatrième trimestre 2025 (-0,1 % après +1,1 % au troisième trimestre ; ► **figure 1**). Les investissements en biens ont fortement reculé (-1,2 % après +0,4 %), plombés par la baisse des acquisitions de matériel de transport (-1,6 % après +1,1 %). Les achats en biens d'équipement se sont également repliés (-1,1 % après +1,8 %), tandis que ceux en « autres produits industriels » ont poursuivi leur baisse (-0,8 % après -1,4 %). L'investissement en construction a augmenté pour le troisième trimestre consécutif (+0,4 % après +1,0 % et +0,4 % au deuxième trimestre), une situation inédite depuis 2019. Enfin, les dépenses d'investissement en services n'ont progressé que modérément (+0,4 % après +1,7 %). Cette évolution reflète une situation contrastée, avec d'une part une hausse soutenue des dépenses de services aux entreprises (+1,1 % après +2,0 %), et d'autre part la stagnation de celles d'information-communication (après +1,6 %) qui constituent néanmoins, depuis la crise sanitaire, un soutien important à l'activité en France (► **éclairage** sur l'impact de l'intelligence artificielle aux États-Unis et en France).

Au total, sur l'année 2025, l'investissement des ENF s'est stabilisé (+0,2 % après -2,4 % en 2024). Cette stabilisation en moyenne annuelle masque un profil de reprise durant l'année (+1,4 % en glissement annuel au quatrième trimestre contre -2,4 % un an plus tôt). L'assouplissement monétaire initié par la Banque centrale européenne au mois de juin 2024 a permis de baisser les coûts de financement bancaire des entreprises (► **figure 2**). Ceux-ci, bien que toujours élevés, affectent moins négativement qu'en 2024 les décisions d'investissement des entreprises. Ainsi, le recul de l'investissement en biens s'est atténué (-2,2 % en moyenne en 2025 après -4,1 % en 2024), tout comme celui de l'investissement en construction (-1,5 % après -6,1 %). L'investissement en services, tendanciellement mieux orienté, a quant à lui accéléré (+3,7 % après +2,2 %).

Au cours des prochains trimestres, l'investissement poursuivrait sa convalescence, avec toutefois des disparités significatives selon les types d'achats. Les faibles niveaux d'immatriculations de voitures particulières par les entreprises au premier trimestre 2026 freineraient la reprise de l'investissement en biens (► **figure 3**). À l'inverse, les grossistes indiquent, dans les enquêtes de conjoncture, une reprise des intentions de commandes d'équipements industriels à

► 1. Investissement des entreprises non financières (ENF)

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2024				2025				2026		2024	2025	2026 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (33 %)	-0,7	-0,6	-4,5	0,0	0,2	0,1	0,4	-1,2	-0,4	0,2	-4,1	-2,2	-0,9
Construction (25 %)	-2,6	-1,4	-0,5	-0,7	-1,3	0,4	1,0	0,4	0,0	0,2	-6,1	-1,5	1,1
Services hors construction (42 %)	-0,6	2,2	0,0	1,2	1,0	0,4	1,7	0,4	0,4	0,4	2,2	3,7	2,0
Tous produits (100 %)	-1,2	0,2	-1,7	0,3	0,1	0,3	1,1	-0,1	0,0	0,3	-2,4	0,2	0,8

■ Prévisions.

Source : Insee.

► 2. Taux des nouveaux crédits aux sociétés non financières (crédits de plus d'un an, hors découvert)

(taux d'intérêt, en %)



Dernier point : janvier 2026.

Lecture : en janvier 2026, le taux moyen des nouveaux crédits de plus d'un an, hors découvert, aux sociétés non financières est de 3,6 %.

Source : Banque de France, enquête auprès des banques sur la distribution du crédit.

l'œuvre depuis près d'un an (► [figure 4](#)), qui accompagne le besoin d'accroissement des capacités dans l'aéronautique et le secteur de la défense. Dans la construction, les mises en chantier de bureaux demeurent aux niveaux les plus bas observés depuis dix ans mais ne se dégradent plus, tandis que celles de surfaces commerciales connaissent un net rebond depuis la fin 2024 (► [figure 5](#)). Par ailleurs, le redressement des mises en chantier de logements collectifs traduit pour partie la bonne tenue de l'investissement des bailleurs sociaux.

Dans ce contexte, l'investissement des ENF se stabiliserait au premier trimestre 2026, puis repartirait légèrement à la hausse au deuxième (+0,3 %). L'investissement en biens reculerait encore au premier trimestre (-0,4 %) du fait de l'atonie du renouvellement des flottes de véhicules d'entreprises, avant de repartir à la hausse au deuxième (+0,2 %). L'investissement en services continuerait de progresser sensiblement moins vite (+0,4 % par trimestre) que sa tendance des trois dernières années (+0,8 % par trimestre en moyenne) : il serait en particulier pénalisé dès le deuxième trimestre par les conséquences de la guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran qui rogneraient les marges et les perspectives globales de demande. Dans la construction, l'investissement marquerait le pas à l'hiver puis reprendrait sa timide progression au printemps (+0,2 %), porté par le léger redémarrage de la mise en chantier de surfaces commerciales, ainsi que celui, plus net, de logements par les bailleurs sociaux.

L'accélération de l'investissement total des entreprises serait plus franche en termes annuels, traduisant la diffusion progressive de l'amélioration de leurs conditions de financement : à la mi-2026, son acquis de croissance (+0,8 %) surpasserait déjà sa progression sur l'ensemble de 2025 (+0,2 %).

► 3. Immatriculations de voitures particulières par les personnes morales

(nombre de véhicules, CVS)



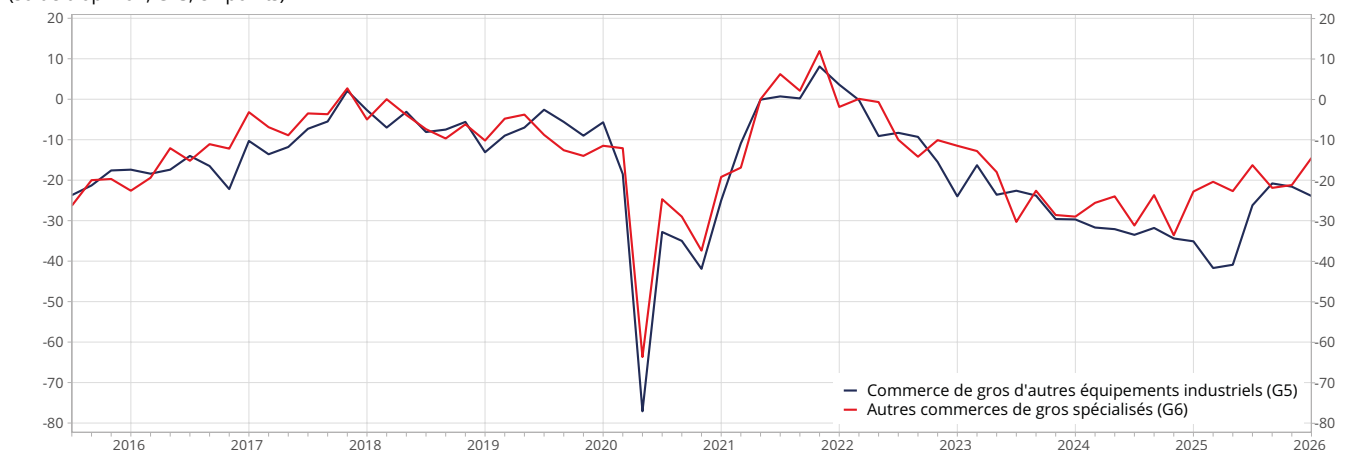
Dernier point : février 2026.

Lecture : en février 2026, 70 800 voitures particulières ont été immatriculées en France.

Source : SDES, Insee.

► 4. Intentions de commande du commerce de gros d'autres équipements industriels et des autres commerces de gros spécialisés

(solde d'opinion, CVS, en points)



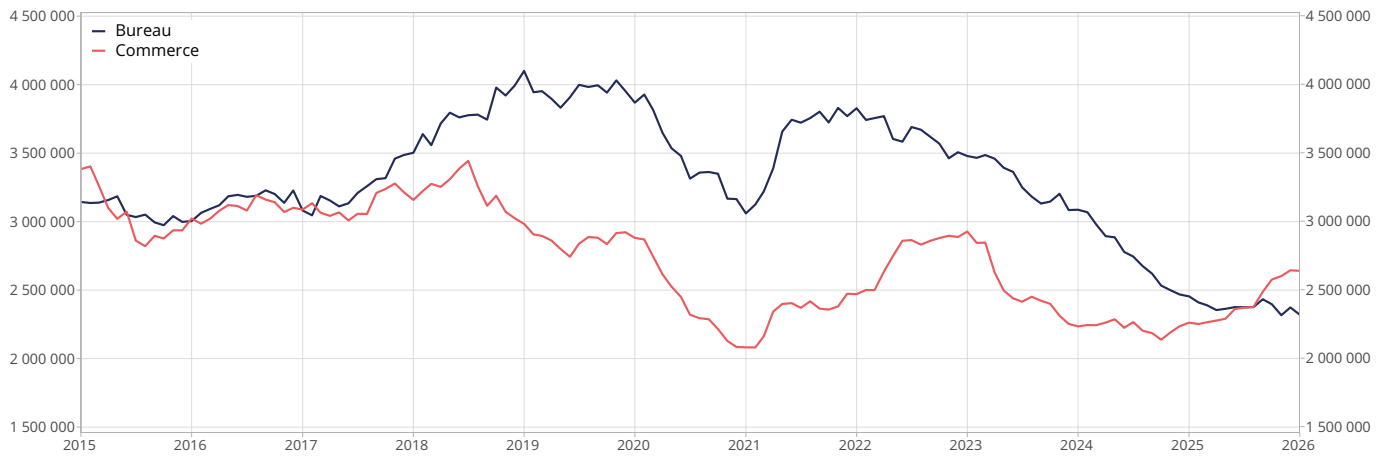
Dernier point : janvier 2026.

Lecture : en janvier 2026, le solde d'opinion sur les intentions de commande du commerce de gros d'autres équipements industriels s'élève à -23,9 points.

Source : Insee, enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros.

► 5. Mises en chantier de bureaux et de locaux commerciaux

(nombre de mètres carrés en cumul annuel glissant, données CVS-CJO)



Dernier point : janvier 2026.

Lecture : en janvier 2026, le volume de bureaux mis en chantier sur les 12 derniers mois (de février 2025 à janvier 2026) s'élevait à 2,32 millions de mètres carrés.

Source : SDES, calculs Insee.